

FINANCEMENT US. 2^{ème} guerre mondiale

Elle a notamment étudié un petit groupe qui s'appelait la « synarchie » [1], composé de banquiers, d'industriels et de technocrates aux idées clairement fascistes, généralement pro- Nazis [2], qui ont œuvré dans les années 30 pour que la France capitule face aux Allemands.

En parallèle, ces mêmes individus ont fait prospérer business aussi bien avant que pendant l'Occupation.

Toutefois, nombreux sont ceux qui continuent à nier l'existence de cette « synarchie », et crient au complotisme.

Mais finalement cette « synarchie » n'était que l'une des multiples vitrines de ce pouvoir financier, pas plus efficace que d'autres.

Antony Sutton, un économiste anglo-américain qui a pu voir de nombreux documents sur les transactions et alliances entre Wall Street et l'industrie allemande dans les années 30, a montré à quel point l'argent de Wall Street a renforcé l'effort de guerre allemand, puis le 3e Reich. C'est grâce à Wall Street, par exemple, qu'Hitler a toujours pu avoir du pétrole pour faire la guerre.

En France, la Collaboration a concerné de nombreux industriels et banquiers, des politiques ainsi que divers truands fascistes qui étaient bien pratiques pour mener les basses œuvres, comme réduire l'opposition au silence.

Quand l'économie française était au service des Nazis

Le patronat, en effet, n'aime ni la dissidence ni la contestation.

Il aime l'Ordre, et veut que l'ordre reste bien établi tel qu'il l'a toujours été, c'est-à-dire avec une disponibilité de main d'œuvre corvéable à merci qui ne peut pas contester sa condition, ou dont la contestation n'a pas d'impact sur la politique menée.

Evidemment, un régime fasciste, voir nazi, où les syndicats et la gauche sont interdits [3], et où les salaires sont comprimés au maximum, constitue pour eux le régime parfait.

D'importantes sommes d'argent US ont été versées à l'Allemagne des années 20 et 30, de l'argent qui a en grande partie servi à réarmer le pays après la première Guerre. Grâce aux prêts américains liés aux plans d' « aide » économique à l'Europe, les plans Dawes (du nom du banquier de Wall Street qui a mené les négociations) signé en 1924 et Young en 1929 (Owen D. Young a été le n°1 de General Electric en 1922 et a aussi travaillé pour JP Morgan), **l'Allemagne a bénéficié de fonds importants certes pour stabiliser le mark, mais aussi pour se réarmer,** se renforcer sur le plan industriel, et d'un autre côté elle a pu très largement échapper aux réparations de guerre.



Au passage, les US ont aussi imposé à la France de quitter la Ruhr allemande qu'elle occupait depuis la fin de la Première Guerre, et qui était à l'époque un pôle industriel crucial pour l'économie.

Ces deux plans ont entraîné la création de la BRI, la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle (en Suisse) en 1930, pour répartir l'argent US en Europe, contre la mise en œuvre de politiques libérales et d'austérité.

Cette banque qui existe toujours était dirigée par un certain Thomas McKittrick, ami des frères Allen et John Foster Dulles **a beaucoup servi à financer le 3e Reich.**

Certains qualifient McKittrick de « banquier d'Hitler », notamment parce qu'il a accepté les dépôts d'or volé aux Juifs et aux pays pillés et de réaliser des échanges commerciaux avec l'étranger pour le compte de la Reichsbank, la banque du 3e Reich[4].

Autre anecdote sur la création de BRI : celui qui en a rédigé la charte était Hjalmar Schacht, alors patron de Reichsbank, qui a mis tout son pouvoir au service d'Hitler.

Ladite « BRI » a été créé pour financer l'Europe et principalement l'Allemagne, à qui des banques comme JP Morgan avaient prêté des millions de dollars. Ils voulaient donc revoir leur argent, et il fallait donc injecter de l'argent frais pour que l'Allemagne soit à nouveau en capacité de rembourser l'argent privé qui lui avait été prêté. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il s'est passé avec la Grèce.

Les usines Ford, dont le propriétaire Henri Ford affichait ses sympathies nazies avant la guerre, a fourni le IIIe Reich en utilisant aussi des prisonniers de guerre (surtout des français) produire des vé Au passage, les US ont aussi imposé à la France de quitter la Ruhr allemande qu'elle occupait depuis la fin de la Première Guerre, et qui était à l'époque un pôle industriel crucial pour l'économie.

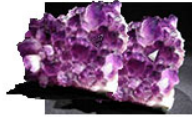
Véhicules destinés à la Wehrmacht.

Ford a installé des usines en Allemagne dès les années 30, et les antennes allemande et US de Ford ont toujours collaboré, aussi bien entre elles qu'avec le 3e Reich.

General Motors était aussi très proche du Reich : sa filiale Opel, le plus gros fabricant d'automobiles allemand racheté en 1929, a conservé ses usines pendant le réarmement et pendant la guerre, et son vice-président à l'époque, responsable des exportations, était Graeme K. Howard, qui a aussi écrit un bouquin intitulé « l'Amérique et le Nouvel Ordre Mondial ».

Selon Antony Sutton, les deux plus gros producteurs de tanks en Allemagne avant la 2e guerre étaient Opel, lié à General Motors et contrôlée par la banque JP Morgan, et Ford AG. **Il faut dire que, dès 1922, Henri Ford a financé le NSDAP, le parti national socialiste d'Hitler, ce qui lui a valu une haute distinction en 1936.**

Unilever, Dunlop, Renault, Pechiney, Air France [5], pour citer des entreprises respectivement hollandaise, anglaise et françaises, **ont travaillé avec le Reich sans se poser de questions, par appât du gain et souvent par idéologie.**



Le comité des Forges, le « syndicat de patrons » qui régnait en France sur le secteur de l'acier, était ravi de vendre ses productions en Allemagne.

Il finançait en France les ligues fascistes comme La Cagoule, un groupe créé en 1935 ayant revendiqué jusqu'à 12.000 membres rien qu'à Paris [6], qui tentaient d'imposer un Etat fasciste en commettant divers attentats.

Selon l'historien Jacques Pauwels dans son livre « Big business avec Hitler », le trust allemand IG Farben, qui était un pilier central de l'effort de guerre nazi, « avait des liens avec pas moins d'une cinquantaine d'autres entreprises américaines, dont Alcoa, Dow Chemical, Monsanto, et DuPont ».

Beaucoup de ces noms sont toujours connus et c'est logique : ces entreprises continuent à vouloir transformer les citoyens en esclaves car c'est le plus rentable.

Ce sont les mêmes qui passent outre les précautions sanitaires et environnementales, les lois fiscales et sociales.

La Rockefeller Chase Bank n'a pas été dérangée non plus de travailler pour l'Allemagne pendant la guerre.

La Standard Oil des Rockefeller a fourni le pétrole nécessaire pour alimenter les avions et véhicules de guerre allemands et travaillait directement avec IG Farben, le conglomérat chimique allemand divisé en BASF, Bayer, Hoechst et Agfa après la guerre.

La Standard Oil a aussi permis des transferts de technologie vers l'Allemagne nazie pour fabriquer du caoutchouc synthétique ou en essence synthétique à partir de charbon [7]. De nombreux investissements venus de Wall Street, via notamment le cabinet Sullivan & Cromwell des frères Allen et John Foster Dulles, alors avocats d'affaires à New York, ont contribué à l'effort de guerre nazi.

La plupart des grandes banques US de Wall Street ont aidé les Nazis, en les finançant ou en fabriquant l'armement. On pourrait continuer la liste pendant longtemps.

Ces gens qui ont financé ou contribué à l'effort de guerre du 3e Reich ont permis le pillage de l'Europe et de ses citoyens par les nazis, parce que c'est leur idéologie et parce qu'ils y avaient un intérêt.

En France, un certain Louis Renault, patron du groupe Renault, a rencontré Hitler à plusieurs reprises au cours des années 30, et a fait participer son groupe à l'effort de guerre nazi, notamment en fabriquant des chars.

Louis Renault, en plus d'être proche des valeurs fascistes voire nazies, était aussi un fan du concept d'Etats-Unis d'Europe, dès les années 30.

Le neveu par alliance de Renault, François Lehideux, était un ponte de la banque Worms –une banque dont on va reparler, qui tenait « sous sa coupe » la moitié de l'industrie française [8].



Il était aussi un membre de la synarchie, financier du groupe d'extrême droite La Cagoule, puis a été un pilier du régime de Vichy. Le groupe Renault a été nationalisé à la Libération[9].

On peut aussi évoquer le cas d'Eugène Schueller, le fondateur de l'Oréal, qui était un leader de la Cagoule et de la synarchie dans les années 30, puis fut un collaborateur zélé du régime nazi pendant la guerre.

Ce grand ami du n°1 de la Cagoule qui s'appelait en fait l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN) a réussi à développer son entreprise aussi bien pendant (grâce aux biens « aryanisés ») qu'après la guerre.

En 1938, la France applaudit l'Anschluss, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, et l'année suivante le gouvernement reconnaît le régime de Franco en Espagne comme parfaitement légitime.

La situation en 1939 est la suite logique des années précédentes :

« Sur le plan économique, les relations commerciales et financières nouées entre les entreprises françaises et allemandes durant l'entre-deux-guerres se poursuivent sans interruption. En juillet 1939, quelques semaines avant l'entrée en guerre de la France et tandis que les intentions du régime nazi ne font aucun doute, l'entreprise sidérurgique allemande Krupp assurait sa production militaire avec une part non négligeable de charbon en provenance de France », résume l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT.

« Le patronat de la métallurgie, « menacé » de réquisitions par l'occupant, se mobilise dans sa grande majorité au service de l'économie de guerre allemande. Ainsi, les Aciéries du Nord, liées au groupe de Wendel, assurent, avec ses huit usines, la maintenance du matériel roulant ferroviaire dont fait usage l'armée allemande. Alais, Froges et Camargue, ancêtre de Pechiney, fournit en aluminium l'aéronautique nazie, tandis que les Chantiers navals du Trait, propriété de la banque Worms, achèvent pour la marine allemande des sous-marins commandés initialement par le ministère de la Défense ».

Eugène Schueller, avec son groupe l'Oréal fondé en 1910, a financé un parti clairement fasciste et collabore « Mouvement Social Révolutionnaire pour la Révolution nationale », dirigé par son ami Eugène Deloncle, qui rejoint rapidement de Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Déat. Et travaille de près avec la Gestapo durant la guerre.

Bref, au total environ 200 personnes ont été réellement « condamnées » en France pour collaboration économique, généralement à des « peines » ridicules d' « indignité nationale » temporaires.

Les chiffres sont un peu moins lamentables en Allemagne, mais au final la plupart des patrons et dirigeants d'entreprises collaborationnistes, ou même franchement nazis, n'ont pas été condamnés.

En 2007, par exemple, les Allemands ont découvert avec effroi que la gentille famille de milliardaires qui avait racheté Daimler (la maison mère de BMW notamment) en 1959, avait activement participé à l'accession d'Hitler au pouvoir [10].

<https://elishean777.com/magouilles-et-corruption-des-elites-1-la-2e-guerre-mondiale-oeuvre-du-fascisme-financier/>